



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Accord-cadre à bons de commande de fournitures courantes et services

FORBACH – Puits Simon 1 et 2 – Gardiennage du site

**ACCORD-CADRE PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**  
(Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique)

## Sommaire

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES .....	1
Article 1 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU MARCHÉ PUBLIC : .....	4
1.1. Objet du marché public .....	4
1.2. Structure de l'accord-cadre .....	4
Article 2 – ALLOTISSEMENT : .....	4
Article 3 – INTERVENANTS : .....	4
3.1. Pouvoir adjudicateur .....	4
3.2. Titulaire de l'accord-cadre .....	4
3.3. Sous-traitance .....	5
3.4. Autres intervenants .....	5
Article 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS ET GÉNÉRAUX : .....	5
4.1. Documents contractuels .....	5
4.2. Pièces générales .....	5
Article 5 – OPTIONS – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES : .....	6
5.1. Options .....	6
5.2. Variantes .....	6
5.3. Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
Article 6 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES : .....	6
6.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	6
6.2. Dispositions applicables en cas de travailleur étranger .....	6
Article 7 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DE L'ACCORD-CADRE : .....	7
7.1. Clause de financement et de sûreté .....	7
7.2. Caractéristiques des prix .....	7
7.3. Règlement des comptes du titulaire .....	8
7.4. Facturation électronique .....	10
7.5. Délai de paiement .....	10
7.6. Nantissement .....	11
Article 8 – MODALITÉS D'EXÉCUTION : .....	11
8.1. Représentation des parties .....	11
8.2. Passation des commandes .....	11
8.3. Délais et point de départ des délais .....	12
8.4. Lieux d'exécution .....	12
8.5. Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire .....	12
8.6. Stockage, emballage et transport .....	12
8.7. Livraisons et opérations de vérification .....	12

Article 9 – RÉCEPTION ET ACHÈVEMENT DE LA MISSION : .....	13
Article 10 – PÉNALITÉS : .....	13
10.1. Pénalités de retard.....	13
10.2. Pénalités pour travail dissimilé .....	13
Article 11 – RÉSILIATION DE L’ACCORD-CADRE : .....	13
11.1. Résiliation du fait du maitre de l'ouvrage .....	14
11.2. Résiliation de l’accord-cadre aux torts du prestataire ou cas particuliers .....	14
Article 12 – GARANTIES – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES : .....	14
12.1. Garanties.....	14
12.2. Responsabilité.....	14
12.3. Assurances .....	14
Article 13 – CLAUSES DE REEXAMEN : .....	15
13.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d’exécution .....	15
13.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution .....	16
Article 14 – SECURITE : .....	16
Article 15- RÈGLEMENT DES LITIGES : LES VOIES DE RECOURS.....	16
Article 16 – DÉROGATIONS AU CCAG FCS : .....	16

## Article 1 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU MARCHÉ PUBLIC :

### 1.1. Objet du marché public

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un accord-cadre de fournitures courantes et services portant sur le gardiennage du site « Puits Simon 1 et 2 » à FORBACH.

Le ou les lieux d'exécution sont les suivants : FORBACH (57600) – Puits Simon 1 et 2.

La description précise des prestations figure au Cahier des charges.

### 1.2. Structure de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande définies au bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

Les montants de l'accord-cadre sont précisés dans l'acte d'engagement.

## Article 2 – ALLOTISSEMENT :

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement. Car l'objet de l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## Article 3 – INTERVENANTS :

### 3.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

L'Établissement Public Foncier de Grand Est (EPFGE)  
Rue Robert Blum – BP 245  
54701 PONT-À-MOUSSON Cedex

L'Établissement Public Foncier de Grand Est est représenté par son Directeur Général.

### 3.2. Titulaire de l'accord-cadre

Les caractéristiques du titulaire de l'accord-cadre désigné dans le présent CCAP sont précisées dans l'acte d'engagement, étant entendu que le mandataire d'un groupement de prestataires, qui a pour mission de représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de la personne publique et de coordonner les prestations est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement.

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues à l'accord-cadre.

### 3.3. Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Si le titulaire devait recourir à de la sous-traitance en cours d'exécution de l'accord-cadre, dans ce cas, il doit établir un acte spécial par bon de commande.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6. du CCAG FCS issu de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le Titulaire demeure responsable de la prestation sous-traitée et veille au respect par ses sous-traitants des obligations contractuelles pesant sur lui. Ces sous-traitants sont soumis au même degré d'exigence professionnelle que le Titulaire.

### 3.4. Autres intervenants

SANS OBJET.

<b>Article 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS ET GÉNÉRAUX :</b>
---

#### 4.1. Documents contractuels

En complément de l'article 4.1. du CCAG FCS FCS issu de l'Arrêté du 30 mars 2021, l'ordre de priorité des documents contractuels est le suivant :

- 1° L'acte d'engagement
- 2° Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dûment complété et signé
- 3° Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 4° Le cahier des charges et ses pièces annexes (liste particulière et registre journal
- 5° L'offre technique du titulaire
- 6° Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre
- 7° Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

#### 4.2. Pièces générales

- Le CCAG FCS issu de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- La loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et ses textes d'applications parus ou à paraître,

- La convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et ses arrêtés d'extension parus ou à paraître
- Le code de la sécurité intérieure

## **Article 5 – OPTIONS – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES :**

### **5.1. Options**

Le présent accord-cadre est renouvelable 3 fois par tacite reconduction, par l'envoi d'un bon de commande postérieurement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

En application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations similaires par le titulaire dans la limite de 50 % des prestations initiales. Le nouvel accord-cadre ne pourra être conclu que pendant une durée de 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

En cas de non-reconduction, le Maître d'Ouvrage avertira le prestataire par ordre de service 2 mois avant l'échéance en cours du marché public.

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches.

### **5.2. Variantes**

Les variantes ne sont pas acceptées, les mentions des documents de la consultation sont toutes qualifiées d'intangibles. Les offres variantes ne seront pas prises en considération.

En tout état de cause, les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base.

### **5.3. Prestations supplémentaires éventuelles**

Le présent accord-cadre ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles

## **Article 6 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

### **6.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

L'article 6 du CCAG FCS s'applique.

### **6.2. Dispositions applicables en cas de travailleur étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identifiant fiscal.

La monnaie du compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre du JJ/MM/AAAA ayant pour objet **[OBJET MARCHÉ PUBLIC]**

*Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.*

*Mes demandes de paiements seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 7 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».*

## Article 7 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DE L'ACCORD-CADRE :

En application de l'article L. 2191-1 et de l'article R. 2191-2 du Code de la Commande Publique, sont applicables au présent marché les articles R. 2191-20 à R. 2191-31 et R. 2191-36 à R. 2191-63 dudit Code.

### 7.1. Clause de financement et de sûreté

#### 7.1.1. Retenue de garantie

SANS OBJET

#### 7.1.2. Avance

SANS OBJET

### 7.2. Caractéristiques des prix

#### 7.2.1. Forme du prix

L'accord-cadre est conclu **à prix unitaires**.

Les prix sont fermes et définitifs.

Le prix ferme n'est actualisé que si le délai entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (ou la date de dépôt de son offre) et la date de début d'exécution effective des prestations est supérieur à 3 mois.

La formule de l'actualisation est la suivante :  $P_a = P_o \times [I_o / I_m - 3]$

Avec :

P0 : Prix initial du marché

Pa : Prix actualisé

I0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

Im-3 : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.  
Index :

#### *7.2.2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre*

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

En tout état de cause, le mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire ne saurait être antérieur au mois précédent la date limite de remise des offres prévues au règlement de consultation. Le cas échéant, le mois précédant la date limite de remise des offres sera considéré comme étant le « mois zéro ».

#### *7.2.3. Modalités de révision des prix*

SANS OBJET.

#### *7.2.4. Contenu des prix*

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre.

En complément de l'article 10.1.3. du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

### **7.3. Règlement des comptes du titulaire**

#### *7.3.1. Transmission des demandes de paiement*

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

#### *7.3.2. Modalités de règlement des prix*

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations accompagnée de la réception du registre journal modèle joint en annexe du cahier des charges.

#### *7.3.3. Rythme de règlement et présentation de la demande de paiement*

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation.

La demande de paiement d'acompte est établie par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.



En complément des dispositions de l'article 11.3.2 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix éventuelles ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

#### *7.3.4. Solde de l'accord-cadre*

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 11.8. du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision de réception des prestations.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des sommes perçues pour l'ensemble des prestations de l'accord-cadre objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - o aux sommes encore dues, si le titulaire n'a pas produit de demande de paiement pour ces prestations ;
  - o au solde de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

#### *7.3.5. Règlements en cas de cotraitants*

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants en fonction de la répartition des paiements remise par le titulaire. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

#### 7.3.6. Paiement des sous-traitants – Modalités de paiement direct

Il sera effectué conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, du CCAG FCS et de la réglementation en vigueur.

#### 7.4. Facturation électronique

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation (Chorus) et comportent les mentions suivantes en sus des mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Les factures électroniques devront comporter les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de Commerce ;
- Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués obligatoirement sur le portail de facturation Chorus Pro, disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ;
- L'utilisation du portail de facturation, conformément aux dispositions des articles L2192-5 et R2192-3 du code de la commande publique, est exclusive de tout autre mode de transmission.
- La date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond :
  - Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée Chorus Pro ;

#### 7.5. Délai de paiement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder au paiement des acomptes et du solde sont fixés à 30 jours à compter de la date d'accusé de réception de la facture. En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux appliqué est celui de la principale facilité de refinancement appliquée par

la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40€ est également versée.

## 7.6. Nantissement

En vue de l'application du nantissement défini par les articles R. 2191-45 à R.2191-63 du Code de la Commande Publique, sont désignés :

- comme comptable public chargé du paiement : Monsieur l'Agent Comptable de l'Établissement Public Foncier de Grand Est – rue Robert Blum – BP 245 – 54701 PONT-À-MOUSSON CEDEX.
- comme agent compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R. 2191-59 du Code de la Commande Publique : Monsieur le Directeur Général de l'Établissement Public Foncier de Grand Est – rue Robert Blum – BP 245 – 54701 PONT-À-MOUSSON CEDEX.
- comme représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Établissement Public Foncier de Grand Est – rue Robert Blum – BP 245 – 54701 PONT-À-MOUSSON CEDEX.

<b>Article 8 – MODALITÉS D'EXÉCUTION :</b>
--

### 8.1. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3. et 3.4.1. du CCAG FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent accord-cadre sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### 8.2. Passation des commandes

Les commandes seront passées au fur et à mesure des besoins par les personnes habilitées.

Les bons de commande comporteront en particulier :

- la référence de l'accord-cadre (numéro et date de notification),
- la date d'émission de la commande,
- les prestations commandées,
- le délai d'exécution des prestations,
- le prix correspondant,
- le montant total de la commande hors TVA,
- le taux applicable et le montant de TVA,
- le montant total de la commande TVA incluse.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le représentant du Pouvoir Adjudicateur ou les personnes placées sous son autorité ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande et décisions ou informations qui font courir un délai pourront être transmis au titulaire par remise contre récépissé daté, simple télécopie, par courrier avec accusé de réception, par courriel ou tout autre moyen de communication électronique permettant d'assurer la traçabilité des échanges.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur envoie un bon de commande rectificatif transmis dans les formes précitées. En cas d'urgence, *l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange de courriel.*

Si l'EPFGE décide l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande, il en informe le titulaire par les voies précitées. L'EPFGE n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Il s'engage néanmoins à honorer le montant des produits pouvant être immédiatement livrés. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit. Dans ce cas, l'EPFGE établira un décompte de liquidation de la commande comprenant :

*Au débit du titulaire :*

- le montant des sommes versées à titre d'avance, s'il y a lieu ;
- le montant des pénalités dues.

*Au crédit du titulaire :*

- la valeur contractuelle des prestations reçues dans le cadre de l'accord-cadre, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre.

### **8.3. Délais et point de départ des délais**

Les délais d'exécution et leur point de départ sont fixés dans l'acte d'engagement.

### **8.4. Lieux d'exécution**

Application de l'article 17 du CCAG FCS.

### **8.5. Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire**

Application de l'article 18 du CCAG FCS.

### **8.6. Stockage, emballage et transport**

SANS OBJET.

### **8.7. Livraisons et opérations de vérification**

Pour ce qui concerne les livraisons, l'article 21 du CCAG FCS s'applique avec les précisions suivantes : le prestataire devra tenir à la disposition du maître d'ouvrage et communiquer à celui-ci, sur simple demande de sa part, à tout moment et pour n'importe quelle durée, tous les documents qui permettront de justifier les interventions sur site.

Le maître d'ouvrage procède aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives conformément à l'article 27 du CCAG FCS.

## Article 9 – RÉCEPTION ET ACHÈVEMENT DE LA MISSION :

En complément des articles 29 et 30 du CCAG FCS, l'admission des prestations fera l'objet de la réception du registre journal adressé à l'EPFGE à l'appui de la facture mensuelle.

## Article 10 – PÉNALITÉS :

### 10.1. Pénalités de retard

Le titulaire doit répondre d'une présence journalière aléatoire sur le site pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG FCS, toute absence de présence journalière ou mauvaise tenue du registre journal (à chaque ronde) conduira à l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € par carence constatée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation aux articles 14.2. et 14.1.3 du CCAG FCS, ces pénalités s'appliquent quel qu'en soit le montant. Elles ne sont pas plafonnées.

### 10.2. Pénalités pour travail dissimilé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le représentant du Pouvoir Adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnés aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de régulariser sa situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au représentant du Pouvoir Adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à sa situation délictuelle, à charge pour ce dernier de la transmettre à l'agent de contrôle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard. En outre, le représentant du Pouvoir Adjudicateur informe l'agent de contrôle de cette absence de régularisation.

Passé un délai de 7 jours calendaires de retard, le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut résilier le l'accord-cadre de plein droit aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Le montant de ces pénalités ne saurait excéder 10% du montant total de l'accord-cadre.

## Article 11 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE :

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

### 11.1. Résiliation du fait du maitre de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du prestataire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 42 du CCAG FCS est fixé à 4%.

### 11.2. Résiliation de l'accord-cadre aux torts du prestataire ou cas particuliers

Si le présent accord-cadre est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 39 à 41 du CCAG FCS (à l'exception de l'alinéa 31.2.), la résiliation de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

En application de l'article 45.1. du CCAG FCS, la personne publique se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire défaillant.

<b>Article 12 – GARANTIES – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES :</b>
---

### 12.1. Garanties

Il est fait application des dispositions de l'article 33 du CCAG FCS.

### 12.2. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, de tous les dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, directs ou indirects qui pourraient être causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, du fait de son personnel, des biens, équipements et matériels dont il a la garde, tant vis-à-vis des tiers qu'aux biens (meubles et immeubles), équipements et matériels dont il pourrait avoir la garde.

Le titulaire n'est exonéré de sa responsabilité que s'il est en mesure d'établir que le dommage est imputable à un cas de force majeure.

### 12.3. Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le prestataire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Le titulaire devra fournir, avant notification de l'accord-cadre, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par la personne publique pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

<b>Article 13 – CLAUSES DE REEXAMEN :</b>
---

Il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### **13.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

À l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

À défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

### 13.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5. du CCAG FCS.

## Article 14 – SECURITE :

Les agents de sécurité devront être très vigilants notamment à l'entrée Est du site (côté Lycée Condorcet), sur laquelle se trouvent des ouvertures importantes sur le sol (plaque en fonte des réseaux de canalisation dérobées).

Les conditions générales de sécurité seront signalées au prestataire. Le port du casque et des chaussures de sécurité est obligatoire sur le site.

**Pour des raisons de sécurité, il est formellement interdit de pénétrer à l'intérieur des bâtiments et d'accéder aux chevalements.**

## Article 15- RÈGLEMENT DES LITIGES : LES VOIES DE RECOURS

Il sera fait application du chapitre VIII du CCAG-FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de **Strasbourg** est seul compétent.

## Article 16 – DÉROGATIONS AU CCAG FCS :

Article 4 de l'accord-cadre déroge à l'article 4.1. du CCAG FCS

Article 10 de l'accord-cadre déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS

Article 10 de l'accord-cadre déroge à l'article 14.2 du CCAG FCS

Article 10 de l'accord-cadre déroge à l'article 14.1.3. du CCAG FCS

Article 13 de l'accord-cadre déroge à l'article 3.5. du CCAG FCS